



Début d'année contrasté en Ile-de-France

Au premier trimestre 2015, l'emploi salarié francilien continue de progresser légèrement (+ 0,1 %). En un an, sa croissance (+ 0,3 %) est principalement portée par les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien. La construction perd encore des emplois en ce début d'année. Le taux de chômage francilien diminue légèrement au premier trimestre, comme en France métropolitaine, pour s'établir à 8,8 %. Fin mai 2015, le nombre de demandeurs d'emploi augmente encore. Les créations d'entreprises ont été moins nombreuses au cours de ces cinq premiers mois que l'année précédente. Les défaillances du premier trimestre 2015 ont augmenté par rapport au premier trimestre 2014. Les ventes de logements neufs se contractent. Fin mai 2015, le nombre de logements autorisés à être construits au cours des douze derniers mois est en baisse (- 7,1 %), tout comme le nombre de logements dont la construction est commencée. L'évolution de la fréquentation hôtelière des cinq premiers mois de l'année 2015 est variable selon les mois, en légère diminution au total.

Denis Rabadeux, Insee Ile-de-France

Rédaction achevée le 20 juillet 2015

L'emploi francilien continue de progresser légèrement

L'emploi salarié francilien progresse encore au premier trimestre 2015 (+ 0,1 %, soit 3 500 emplois supplémentaires) par rapport au trimestre précédent, alors qu'au niveau national il stagne (*figure 1*). L'écart est plus net sur un an : + 0,3 % dans la région (13 500 emplois supplémentaires) et - 0,1 % en France métropolitaine.

Au premier trimestre 2015, le secteur de l'intérim perd des emplois en Ile-de-France, tout comme au niveau national, après le franc rebond observé au trimestre précédent (- 2,5 %, soit environ 2 100 postes de moins, plus forte perte en niveau de tous les secteurs). En un an, ce secteur a perdu environ 1 500 postes (- 1,8 %).

Le secteur tertiaire marchand hors intérim - plus de 80 % du total de l'emploi salarié marchand - a créé plus de 8 000 postes supplémentaires au premier trimestre 2015 (+ 0,2 %) en Ile-de-France (*figure 2*), et plus de 27 000 en un an (+ 0,8 %). La quasi-totalité de ces postes (26 000) provient du secteur des services (hors intérim). L'emploi dans les services marchands confirme sa progression principalement dans les activités scientifiques, administratives et de soutien (+ 1,5 %, soit environ 13 500 emplois supplémentaires en un an), et dans le secteur de l'hébergement et de la restauration avec 4 700 emplois supplémentaires, soit + 1,7 % en un an. Dans le commerce, la légère perte d'emplois au premier trimestre 2015 (- 780 emplois, soit - 0,1 %), prolongeant celle du quatrième trimestre 2014, ne fait gagner, au final, qu'un peu moins de 1 000 emplois en un an dans ce secteur, soit un gain de 0,1 %.

En Ile-de-France, l'emploi continue de reculer dans la construction au premier trimestre 2015 mais selon un rythme nettement moins fort qu'au trimestre précédent (- 0,2 % contre - 1,1 % au quatrième trimestre 2014). Sur un an, ce secteur a perdu 6 100 emplois, soit - 2,2 %. L'industrie francilienne perd encore des emplois au premier trimestre 2015 (- 0,4 %), totalisant une perte de 6 300 emplois sur un an, soit - 1,4 %.

1 L'emploi salarié francilien continue d'augmenter au premier trimestre 2015

Données cvs - indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005

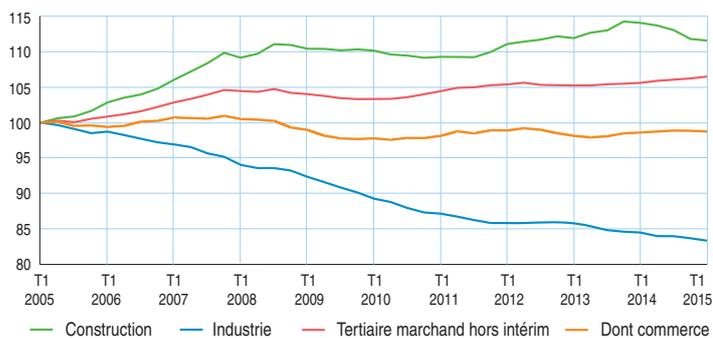


Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

2 La croissance régulière du tertiaire marchand soutient toujours l'emploi francilien

Données cvs - indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

Le taux de chômage diminue légèrement au premier trimestre 2015

Après la stabilisation observée au cours du trimestre précédent, le taux de chômage francilien diminue légèrement au premier trimestre, pour s'établir à 8,8 % de la population active (figure 3). Il suit la même évolution qu'en France métropolitaine (-0,1 point), où ce taux s'élève désormais à 10,0 % de la population active. À un an d'intervalle, le taux de chômage s'est accru de 0,1 point dans la région, légèrement moins rapidement qu'en France métropolitaine (+0,2 point). L'écart entre les deux taux est relativement stable depuis plusieurs années. Le chômage augmente, en un an, dans tous les départements franciliens sauf à Paris, où il est stable. L'augmentation la plus sensible concerne la Seine-Saint-Denis (+0,4 point). L'écart s'est donc creusé en un an entre ce département, dont le taux est le plus élevé de la région (13,1 %) et les Yvelines dont le taux de chômage est le plus bas de la région (7,2 % au premier trimestre 2015).

3 Le taux de chômage baisse légèrement au premier trimestre 2015

Données en moyenne trimestrielle et corrigées des variations saisonnières (en %)



Source : Insee, taux de chômage localisés

5 Les créations d'entreprises moins perturbées en Ile-de-France qu'au niveau national

Créations d'entreprises	Janvier à mai 2015		Évolution en glissement annuel (en %)*		
	Total créations	Part des micro-entreprises (en %)	Total créations	Micro-entreprises	Créations hors micro-entreprises
Industrie	1 779	51,4	-13,2	-25,0	4,1
Construction	6 065	34,7	-21,1	-29,3	-15,9
Commerce, transports, hébergement, restauration	15 685	37,4	5,1	-11,2	18,2
Information et communication	5 150	49,2	2,7	-3,2	9,3
Activités financières	1 746	18,1	11,8	-1,6	15,2
Activités immobilières	1 599	26,2	-10,1	2,4	-13,8
Activités de services**	17 727	55,4	-0,4	0,2	-1,1
Enseignement, santé, action sociale	5 396	61,3	6,5	3,4	11,8
Autres activités de services	4 399	66,3	-5,6	-8,2	-0,1
Total Ile-de-France	59 546	47,4	-1,6	-7,0	3,8
Total France métropolitaine	219 177	45,5	-6,7	-18,4	6,1

* Évolution du cumul de janvier à mai 2015 par rapport au même cumul douze mois auparavant.

** Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (niveau A10, NAF rév 2).

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

La hausse de la demande d'emploi se poursuit

En mai 2015, 951 410 demandeurs inscrits à Pôle emploi sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Ile-de-France (catégories A, B, C). Parmi eux, 675 730 n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

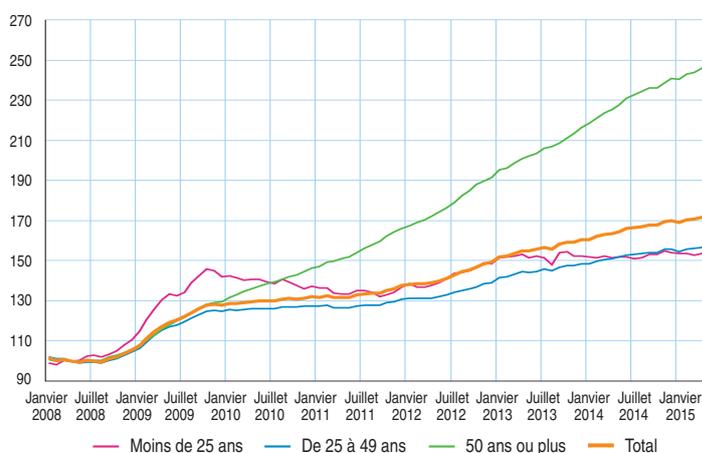
Avertissement - Chaque mois, les demandeurs d'emploi doivent actualiser leur situation pour rester inscrits à Pôle emploi ; 5 jours avant la clôture de cette campagne d'actualisation, un message de relance est envoyé aux demandeurs d'emploi qui ne l'ont pas encore fait. Au mois de mai 2015, constatant que le nombre de demandeurs d'emploi ayant actualisé leur situation à la suite de la relance habituelle était sensiblement plus faible que d'ordinaire, Pôle emploi a procédé à deux relances supplémentaires. Ces particularités de la période d'actualisation de mai 2015 ont eu, ce mois-ci, un impact à la baisse sur le nombre de sorties de catégories A, B, C pour défaut d'actualisation et, par conséquent, à la hausse sur le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C.

Au mois de mai, la hausse est franche en catégorie A (+1,2 %, soit 8 050 demandeurs d'emploi supplémentaires, à comparer à +0,5 % au niveau national). Entre janvier et avril 2015, l'évolution mensuelle moyenne est moins forte que sur les 6 mois précédents (+0,4 % après +0,5 %). La demande d'emploi des hommes et des femmes continue d'augmenter de manière relativement équivalente au cours des six derniers mois. Dans le même temps, la demande d'emploi chez les seniors de cinquante ans ou plus augmente plus rapidement que dans les autres tranches d'âge (figure 4).

En mai 2015, la hausse en catégorie ABC est moins sensible dans la région (+1,1 %) qu'au niveau national (+1,3 %), relativement à avril. En un an, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de manière

4 Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens augmente plus rapidement chez les plus de 50 ans

Données cvs - indices base 100 en avril 2008



Champ : demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois.

Source : Pôle emploi, Dares

relativement similaire en Ile-de-France et en France métropolitaine, que l'on considère les catégories A ou ABC.

Fin mai, 410 070 inscrits en catégorie ABC sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an, soit 43,1 % des demandeurs d'emploi de la région. Cette part est stable par rapport au mois d'avril. La demande d'emploi de longue durée s'est cependant accrue de 10,4 % en un an, beaucoup plus que pour les demandeurs d'emploi depuis moins d'un an (+ 4,4 %).

Les créations d'entreprises ont diminué au cours des cinq premiers mois de l'année

À fin mai 2015, un peu moins de 60 000 entreprises ont été créées depuis le début de l'année, soit une baisse de 1,6 % par rapport à la même période de l'année précédente (figure 5). C'est la première baisse constatée depuis trois trimestres. Elle est moins importante qu'au niveau national (- 6,7 %).

Les créations d'entreprises autres que micro-entreprises ont continué d'augmenter au cours de cette même période (+ 3,8 %), moins sensiblement toutefois qu'en France métropolitaine (+ 6,1 %). À l'inverse, les micro-entrepreneurs ont été moins nombreux à se lancer dans l'aventure entrepreneuriale dans la région au cours de ces cinq premiers mois de l'année (- 7,0 %). C'est encore plus net au niveau national (- 18,4 %). Pour la première fois depuis trois trimestres, la création d'entreprises hors micro-entrepreneurs devient majoritaire.

Avertissement - Depuis le 19 décembre 2014, de nouvelles dispositions définies par la loi Pinel du 18 juin 2014 s'appliquent au régime de l'auto-entrepreneur. En particulier, le terme de micro-entrepreneur se substitue à celui d'auto-entrepreneur. Pour les données de créations d'entreprises, cette nouvelle dénomination est employée à partir de décembre 2014. Ce régime doit être distingué à la fois du régime micro-fiscal (dit parfois régime fiscal de la micro-entreprise) et de la catégorie des microentreprises définie par l'article 51 de la loi de modernisation de l'économie (LME), précisée par le décret n° 2008-1354.

Habituellement motrices en termes de créations, les activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien marquent le pas en ce début d'année : 17 700 entreprises ont été créées, soit une baisse de 0,4 % par rapport aux cinq premiers mois de 2014. Les secteurs de l'enseignement, santé, action sociale et du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration sont les plus dynamiques, avec plus de 21 000 entreprises créées à eux deux (respectivement + 6,5 % et + 5,1 % par rapport à la période précédente). Le secteur de la construction, avec à peine plus de 6 000 entreprises créées (- 21,1 %) est le moins dynamique, tant du fait des micro-entrepreneurs que des autres types d'entreprises. L'industrie est aussi à la peine. Le nombre de défaillances d'entreprises jugées à la fin du premier trimestre de 2015, en cumul annuel, a augmenté en Ile-de-France par rapport aux douze mois précédents (+ 2,2 %), comme en France métropolitaine (+ 1,3 %) (figure 6).

6 Plus de défaillances jugées au cours des douze derniers mois en Ile-de-France par rapport aux douze mois précédents

Indice base 100 en janvier 2005



Note : données mensuelles brutes au 11 juin 2015, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben Banque de France

Les hausses les plus importantes se situent dans les secteurs de la construction (+ 9,9 %), de l'hébergement et la restauration (+ 10,3 %), et des activités financières et d'assurance (+ 11,2 %).

Le commerce et réparation automobile, les transports et entreposage, l'information et la communication ainsi que le soutien aux entreprises sont les seuls secteurs dont le nombre de défaillances a diminué au cours de la période.

Tassement des ventes de logements

Après la nette embellie du dernier trimestre 2014, les ventes de logements neufs dans la région se sont contractées au premier trimestre de cette année (- 11,4 % par rapport à ce dernier trimestre 2014). Cette baisse est plus sensible qu'au niveau national (- 2,4 %). La dégradation régionale est aussi constatée en cumul annuel entre avril 2014 et mars 2015 (- 5,5 %). Les prix de vente de logements neufs au m² sont actuellement stables dans la région (- 0,1 % par rapport au quatrième trimestre 2014), mais affichent une légère augmentation par rapport au premier trimestre 2014 (+ 1,1 %).

Fin mai 2015, les perspectives d'activité de construction de logements neufs sont dégradées : le nombre de logements autorisés à être construits dans la région au cours des douze derniers mois est en baisse de 7,1 % par rapport aux douze mois précédents, soit 60 200 logements autorisés contre 64 800 au cours des douze mois précédents. Au niveau national, le constat est presque identique (- 5,8 %). Toutefois, depuis deux mois, la tendance est plus favorable en Ile-de-France. Le nombre de logements dont la construction est commencée en Ile-de-France au cours des douze derniers mois est en retrait (- 4,4 % par rapport aux douze mois précédents, soit 56 300 logements commencés contre 58 900 sur les douze mois précédents) ; là encore, on constate une stabilisation depuis deux mois (figure 7). La surface des locaux dont la construction est commencée au cours des douze derniers mois s'est repliée dans la région (- 14,7 % par rapport aux douze mois précédents) ainsi qu'en métropole (- 10,0 %). La surface des locaux autorisés à être construits dans la région au cours des douze derniers mois a sensiblement chuté (- 24,4 % par rapport aux douze mois précédents), comme au niveau national (- 12,7 %).

7 Baisse du nombre de logements commencés en Ile-de-France

Indice base 100 en janvier 2005



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des douze derniers mois. Nouveaux indicateurs diffusés depuis février 2015. Pour plus d'informations, consulter le site du SOeS : www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr.

Source : SOeS - base de données Sit@del2

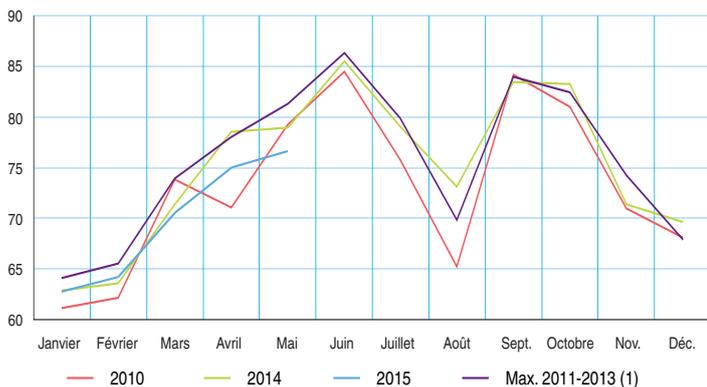
Activité hôtelière erratique en début d'année

En Ile-de-France, l'activité hôtelière a connu des évolutions diverses au cours des cinq premiers mois de l'année. Les taux d'occupation sont majoritairement inférieurs à ceux observés l'an passé (figure 8). Après deux mois d'amélioration du nombre des nuitées par rapport à l'année dernière, la tendance s'est inversée au cours des mois de mars puis d'avril, avant un léger rebond au mois de mai. Au total, la fréquentation hôtelière a diminué de 140 000 nuitées (- 0,6 % par rapport aux cinq premiers mois de 2014) (figure 9).

Ce recul concerne essentiellement la clientèle étrangère (- 115 000 nuitées, soit - 0,8 %), mais aussi dans une moindre mesure la clientèle française

8 Taux d'occupation moins élevés qu'en 2014 au cours des trois derniers mois

Évolution du taux d'occupation des hôtels en Ile-de-France (en %)



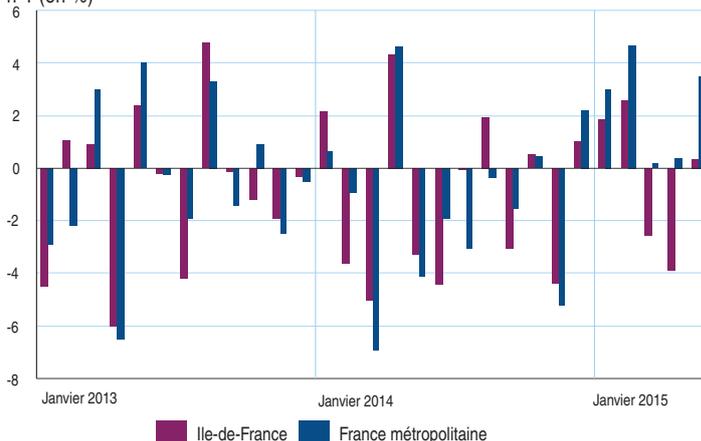
(1) Fréquentation maximale observée sur la période 2011-2013.

Sources : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

(environ 30 000 nuitées de moins, soit - 0,2 %). Le nombre d'arrivées de ces clientèles étrangère et française ayant augmenté (respectivement + 0,3 % et + 2,1 %), c'est la durée moyenne des séjours qui s'est raccourcie. La clientèle européenne est venue en moins grand nombre à hauteur de - 430 000 nuitées (soit - 5,3 %). Les Espagnols ont continué à affluer au premier trimestre, sur leur lancée de 2014, mais ont fléchi en avril, puis mai (+ 35 000 nuitées au total des cinq mois, soit + 4,3 %). Les Russes viennent nettement moins nombreux en Ile-de-France (- 220 000 nuitées, soit - 44,4 % pour ces cinq mois) mais les Allemands, venus en moins grand nombre en 2014, sont en ce début d'année presque aussi nombreux (- 20 000 nuitées au total malgré - 50 000 au seul mois d'avril). Le surplus de nuitées passées par les Britanniques

9 Légère baisse des nuitées en Ile-de-France au cours des cinq premiers mois de 2015

Évolution du nombre de nuitées du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1 (en %)



Sources : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

(+ 60 000 nuitées, soit + 3,1 %) ne compense pas la perte occasionnée par les Italiens (- 140 000 nuitées, soit - 14,3 %). Au-delà de l'Europe, les clientèles plus lointaines ont davantage profité de la région que l'an passé. C'est vrai quel que soit le continent, mais plus particulièrement pour l'Asie-Océanie-Australie (+ 12,5 %), au sein duquel la Chine s'est distinguée avec au total depuis le début de l'année 250 000 nuitées supplémentaires (+ 47,2 %). A contrario, les Japonais sont venus moins nombreux de ce même continent (- 120 000 nuitées, soit - 18,5 %). Les touristes en provenance des Amériques sont venus globalement à peine plus nombreux (+ 10 000 nuitées), malgré un léger afflux d'Américains (+ 35 000 nuitées, soit + 2,0 %). ■

Contexte national

La reprise se diffuse dans la zone euro

L'économie française a rebondi au premier trimestre 2015 (+ 0,6 %), l'ampleur résultant pour partie d'un retour à la normale des dépenses de chauffage. Au deuxième trimestre, la croissance du PIB baisserait mais resterait plus élevée (+ 0,3 %) qu'en moyenne depuis le printemps 2011 (+ 0,1 %). La consommation en resterait le principal facteur, soutenue par les hausses récentes du pouvoir d'achat. Au second semestre, l'investissement des entreprises accélérerait à son tour. Les perspectives de demande sont en hausse, comme l'indique l'amélioration du climat des affaires. Les conditions de financement s'améliorent, avec la hausse de leurs marges, grâce à la baisse du cours du pétrole, à la montée en charge du CICE et au Pacte de responsabilité. Au total, le PIB augmenterait de 0,3 % au troisième trimestre, puis de 0,4 % au quatrième trimestre. En moyenne annuelle, la croissance serait de + 1,2 %, soit la plus forte hausse depuis 2011. L'accélération de l'activité et les politiques d'allègement du coût du travail stimuleraient l'emploi, qui serait rehaussé de 114 000 postes en 2015. En conséquence, le taux de chômage se stabiliserait, à 10,1 % de la population active en France métropolitaine fin 2015.

Contexte international

Le climat conjoncturel est favorable dans les économies avancées mais reste dégradé dans les pays émergents

Au premier trimestre 2015, l'activité a déçu aux États-Unis et au Royaume-Uni. Dans les pays émergents, l'activité a continué de ralentir, notamment en Chine. Les échanges mondiaux se sont contractés, dans une ampleur inédite depuis la récession mondiale de 2009. En revanche, le PIB de la zone euro a gardé le rythme de croissance atteint fin 2014 (+ 0,4 %). La reprise s'y diffuse progressivement avec l'effet des baisses passées du prix du pétrole, sur la consommation des ménages, et du cours de l'euro, sur les exportations. L'activité resterait très dynamique en Espagne, grâce aussi à la vigueur de l'investissement privé. Elle accélérerait modérément en Allemagne, et plus modestement encore en Italie, dont le PIB a renoué avec la croissance début 2015. Les pays anglo-saxons regagneraient en dynamisme dès le printemps, notamment grâce à une plus grande vigueur de la consommation. Au total en 2015, le décalage conjoncturel entre les pays anglo-saxons et la zone euro tendrait à s'amenuiser. Dans les pays émergents, l'activité continuerait de tourner au ralenti, et leurs importations seraient relativement peu dynamiques.

Insee Ile-de-France
1 rue Stephenson
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication :
Sylvie Lagarde
Rédactrice en chef :
Christèle Rannou-Heim

ISSN 2416-8637
© Insee 2015

Pour en savoir plus

- « La reprise se diffuse dans la zone euro », *Insee Conjoncture - note de conjoncture*, juin 2015.
- Dahmouh A., Rabadeux D., « Quelques signes d'amélioration », *Insee Conjoncture Ile-de-France* n° 4, avril 2015.
- Rabadeux D., « Une économie francilienne encore hésitante », *Insee Conjoncture Ile-de-France* n° 3, janvier 2015.

